

La discussion du traité de paix est enfin close; le vote de ratification ne saurait tarder.

GRÈVE GÉNÉRALE A L'OPÉRA, A L'OPÉRA-COMIQUE ET A L'ODÉON

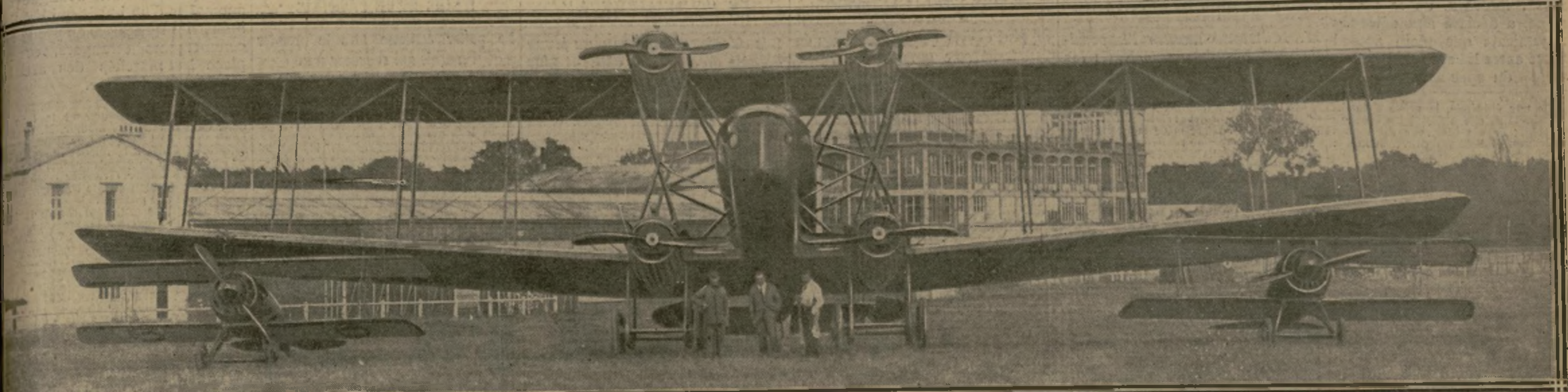
EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.238. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
 1^{er} rue Laëffle, 104, rue de la Chapelle. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 13.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Angoulême, Paris.

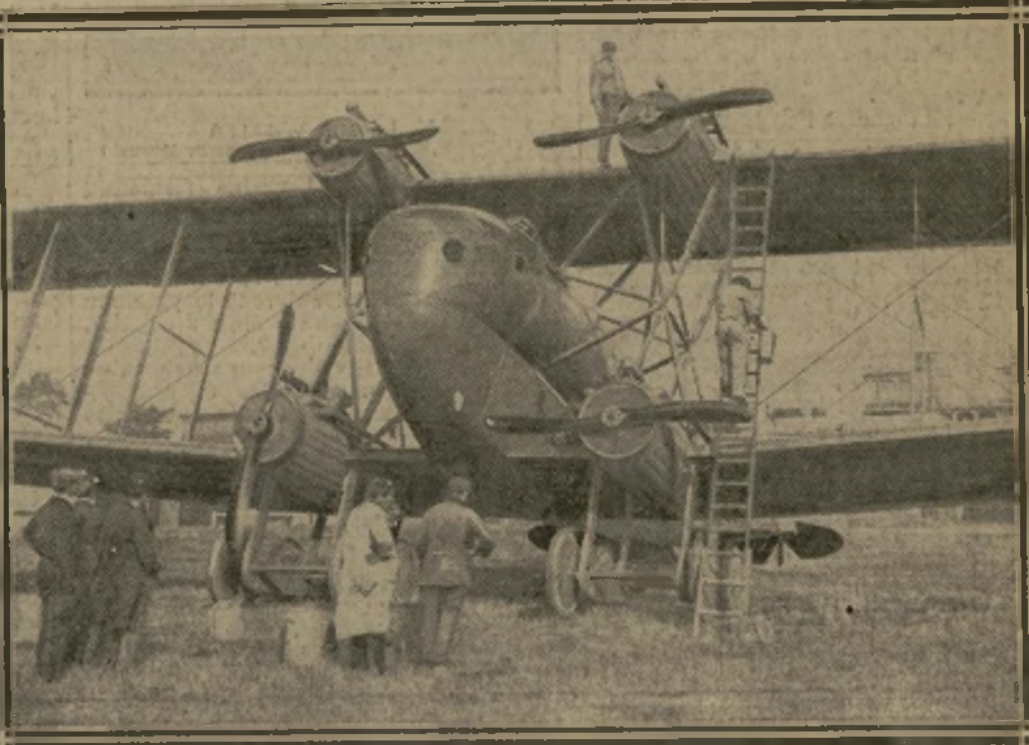
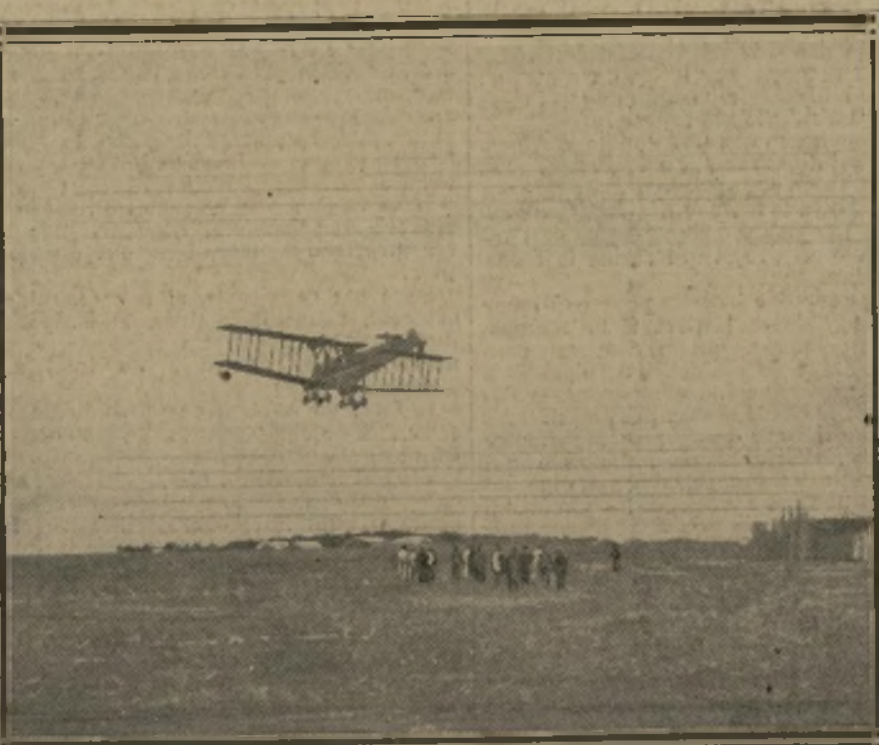
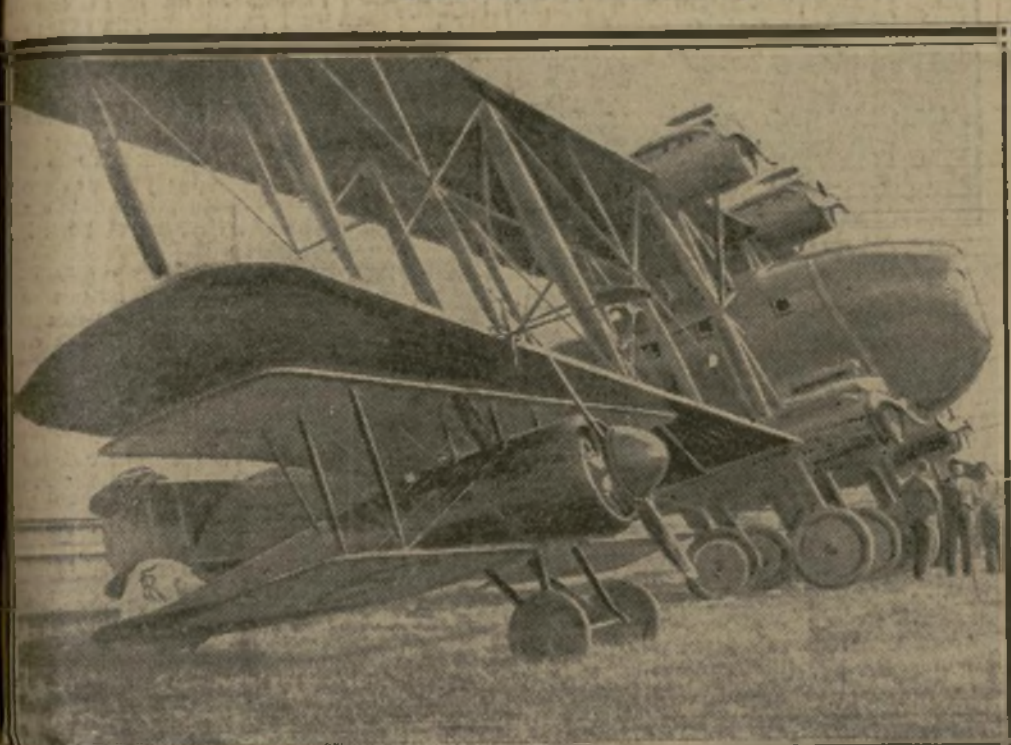
JEUDI
2
 OCTOBRE
 1919

C'est une sottise présomption d'aller dédaignant et condamnant pour faux ce qui ne nous semble pas vraisemblable. MONTAIGNE.

SADI LECOINTE A ESSAYÉ HIER UN AEROBUS DE 1.000 CHEVAUX PORTANT 28 PASSAGERS



L'AÉROBUS BLÉRIOT, SUR LE CHAMP D'AVIATION DE BUC, COMPARE AUX AVIONS DE CHASSE DE FONCK ET DE NUNGESSER



L'AÉROBUS ET L'AVION DE FONCK VUS DE PROFIL

L'APPAREIL GÉANT EN PLEIN VOL

LES QUATRE MOTEURS DE L'AÉROPLANE VUS DE FACE

Sadi Lecoigne, qui, le 28 mai dernier, battait le record de la hauteur par 9.125 mètres, se voyait ravir son titre de recordman, le 14 juin, par Jean Casale, qui atteignait à 10.100 mètres. Mais voici Sadi Lecoigne redevenu l'homme du jour. Avant-hier, en effet, au cours d'un essai, avec vent arrière, il obtenait la vitesse inconnue et fantastique de 298 kil. 900 à l'heure. Hier, inlassable dans son activité, il pilotait, à l'aérodrome de Buc, un nouvel aérobus qui laisse loin derrière lui les goliaths et les appareils

anglais actuellement en service. Son appareil géant, que l'on voit ici abritant sous ses ailes, à gauche, l'avion de chasse de l'« as des as », à droite l'avion de chasse de Nungesser, est pourvu de quatre moteurs de 250 chevaux chacun — soit 1.000 chevaux au total. Il peut, grâce à un ingénieux aménagement de la carlingue, enlever et transporter confortablement 28 passagers. Les essais d'hier ont pleinement réussi. Trois des photographies que nous publions donnent bien l'impression des dimensions du nouvel aérobus.

LE GÉNÉRAL PERSHING EST NOMMÉ GÉNÉRAL A VIE PAR LE CONGRÈS DE WASHINGTON



M. CHAMP CLARK PRÉSENTE AU GÉNÉRAL PERSHING LES REMERCIEMENTS ÉMUS DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

C'est M. Champ Clark, ancien président du Congrès, qui avait été chargé d'exprimer la reconnaissance du peuple américain au général Pershing, lors de la réception de celui-ci au Congrès. « La raison principale de ce choix, expliqua l'orateur, non sans humour, est que vous n'êtes pas seulement un grand Amé-

ricain, mais le premier des habitants du Missouri. Et moi je suis au Congrès le doyen de la délégation de cet État. Je suis très heureux de vous présenter ici comme un « véritable produit de première classe » qui montre au monde quelle sorte d'homme sait produire le Missouri dans ses meilleurs jours. »

Ayuntamiento de Madrid

RELACHE HIER SOIR

A L'OPÉRA, A L'ODÉON
ET A L'OPÉRA-COMIQUE
GRÈVE GÉNÉRALE

Les délégués du comité intersyndical ne veulent pas admettre la décision de M. Lafferre.

LE MINISTRE LES RÉUNIRA AUJOURD'HUI

M. Gabriel Trarieux, codirecteur avec M. Bravard, de la Gaîté-Lyrique, a déclaré aux délégués des syndicats que plein accord subsiste entre lui et la Fédération du spectacle.

Comme une épidémie, la grève s'étend. Des music-halls, elle a gagné les théâtres de comédie; depuis hier, elle sévit dans les trois grands théâtres subventionnés : Opéra, Opéra-Comique, Odéon.

Les directeurs du théâtre, après maintes entrevues avec les ministres, M. Lafferre et M. Nal, n'ont pas modifié leur attitude. Ils sont, au contraire, décidés à une résistance prolongée. Ils accueilleraient volontiers l'idée d'un arbitrage gouvernemental. Mais la Fédération du spectacle refuse cet arbitrage.

Le ministre ne peut plus être l'arbitre, puisque déjà il a pris parti; il déclare le comité intersyndical.

Et, comme réponse aux communications officielles dans lesquelles le ministre de l'Instruction publique a déclaré illégale la clause signée déjà par MM. Albert Carré, Isoia et Paul Gavault, le comité intersyndical a déclaré la grève générale dans les trois théâtres subventionnés : à l'Opéra, à l'Opéra-Comique et à l'Odéon.

M. Campana déclare : — M. Lafferre a tout remis en question par son arbitrage — rendu d'avance ! M. Albert Carré, directeur de l'Opéra-Comique, et M. Gavault, directeur de l'Odéon, ont refusé de signer la clause. Tout allait bien à l'Opéra-Comique et à l'Odéon. M. Lafferre est intervenu. Il a obligé les directeurs de l'Opéra-Comique et de l'Odéon à reprendre leur parole. Donc, cela veut dire : la guerre !

L'ordre de grève porté à l'Opéra

Les délégués avaient adressé l'ultimatum à M. Jacques Rouché par télégramme; le directeur de l'Opéra est, en effet, absent de Paris. Le délai qui lui était laissé pour répondre expirait hier soir. M. Jacques Rouché ne rentre qu'aujourd'hui.

Mais le ministre avait déjà répondu pour lui. Les délégués se sont présentés, hier, dans l'après-midi, chez M. Léonard, administrateur de l'Opéra, et lui ont demandé s'il avait reçu la réponse de son directeur. Embarrassé de M. Léonard, ils ont été affligés par le soir. Mais de mystérieuses mains ont affiché également l'ordre suivant :

Par ordre du comité intersyndical du Spectacle, tout le personnel syndiqué doit cesser le travail jusqu'à nouvel ordre.

Par ordre,

Le secrétaire des artistes lyriques : ALLARD.

Jusqu'au dernier moment, on espérait que les artistes et le personnel n'obéiraient pas à l'ordre de grève. Il n'en fut rien. Les artistes étaient présents. Mais les chanteurs, l'orchestre et le personnel de la scène, respectueux de la discipline syndicale, firent défaut. On dut faire place. Et le public, nombreux, qui se pressait devant le monument Garnier fut avisé qu'on rembourserait aujourd'hui.

A l'Opéra-Comique

La journée fut plus mouvementée. Les artistes lyriques avaient tenu dans la journée une réunion, au cours de laquelle le principe de la grève fut décidé.

Les délégués, MM. Allard et Marvy, furent reçus par M. Albert Carré, qui leur dit avec bienveillance :

« J'avais signé sous réserve de l'approbation ministérielle. Le ministre refuse. Que puis-je faire ? »

« El nous, que pouvons-nous faire, sinon nous solidariser avec nos camarades des autres théâtres ? On fera ramener le soir. »

M. Albert Carré, quand il quitta le théâtre, après la répétition de *Diemonda*, est l'objet d'une ovation de la part des artistes et du personnel, qui lui marquent ainsi leur dévouement.

Puis les délégués, M. Allard et Marvy, se rendent chez le ministre de l'Instruction publique. Ils sont reçus par M. Lafferre. Ils essaient de faire revenir le ministre sur sa décision. M. Lafferre essaie de faire revenir les délégués sur la leur ! Peine perdue de part et d'autre.

Mais M. Lafferre exprime le désir de réunir les membres du comité intersyndical. Il ne le pourra pas le soir, car le comité tient séance rue Grange-aux-Belles. L'entrevue aura lieu aujourd'hui, probablement ce matin.

M. Allard et Marvy reviennent salle Favart. A 7 h. 30, l'ordre de grève est notifié aux artistes, qui attendaient, maugré, dans leur loge, la décision du comité. Les artistes machinistes électriques quittèrent aussitôt le théâtre. Et le public, qui faisait queue, fut la déception de ne pas voir jouer les Noëls de Figaro.

A l'Odéon

Même cérémonial, mais plus court. La grève déclarée par le comité intersyndical fut notifiée vers la fin de l'après-midi aux artistes — qui sont tous syndiqués — et au personnel. Dès 7 h. 30, on commença à rembourser.

A la Gaîté-Lyrique

Nous avons dit que MM. Trarieux et Bravard avaient été appelés chez M. Aufrand. Le préfet de la Seine leur avait demandé des explications au sujet de l'accord intervenu entre eux et la Fédération du spectacle. M. Deville, conseiller municipal, rapporteur de la 4^e commission, assistait à l'entretien.

Mais M. Trarieux se trouve dans un cas tout différent de celui de MM. Albert Carré et Gavault. Il paie un loyer. Le conseil municipal — pas plus que la Préfecture de la Seine — n'ont à connaître les décisions d'ordre intérieur qu'il prend chez lui. Ce fut bien, d'ailleurs, l'avis de M. Deville. Lorsque les délégués se présentèrent, hier, chez M. Trarieux, et lui demandèrent s'ils devaient arrêter la répétition en cours de la *Belle Hélène*, M. Trarieux les rassura : l'accord entre lui et la Fédération subsiste. Et la Gaîté-Lyrique maintient, pour samedi soir, la répétition générale de la *Belle Hélène*.

Heureux M. Trarieux ! Heureux M. Bravard ! Il y a à quelquel temps, nous avons dit lui-même tout ce que l'Etat exigeait des directeurs de nos subventionnés en échange de subventions revenues décimées. Les chaînes tiennent bon toujours, mais elles ne sont plus dorées.

Charles MERE.

EN SÉANCE DU MATIN

DÉBAT A LA CHAMBRE
sur le régime transitoire
de l'Alsace et de la Lorraine

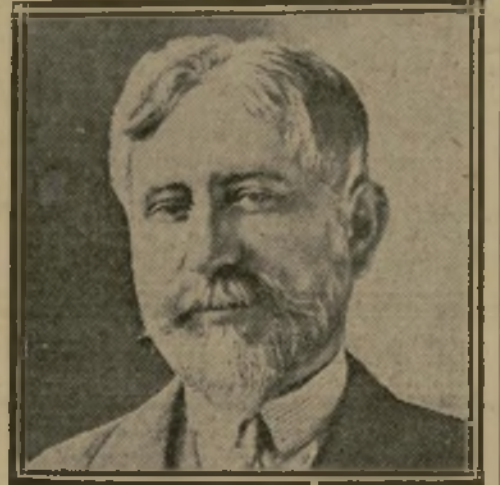
Le projet du gouvernement provisoire sur le régime transitoire en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été procédé à l'introduction de la législation française.

IL PRÉVOIT LA FORMATION
DE 3 DÉPARTEMENTS

M. Millerand montre l'impossibilité d'administrer de Paris les services d'Alsace-Lorraine.

La Chambre a abordé, hier matin, la discussion du projet relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine. Ce projet proroge le régime actuellement en vigueur — commissariat général et conseil supérieur de l'Alsace-Lorraine — jusqu'à ce qu'il ait été procédé à l'introduction de la législation française, introduction qui se fera au moyen de lois spéciales.

Les districts actuels de Basse-Alsace, de

M. LAZARE WEILLER.
(Phot. H. Manuël.)

Haut-Rhin et de Lorraine formeront respectivement les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Le Bas-Rhin et la Moselle nommeront chacun 5 sénateurs, le Haut-Rhin en élira 4. Jusqu'aux élections qui suivront le prochain recensement, le Bas-Rhin élira 9 députés, la Moselle 8, le Haut-Rhin 7.

Il sera procédé aux élections sénatoriales, législatives, départementales et communales conformément aux lois électorales françaises.

Favorable au projet, M. Lazare Weiller fit allusion, dans la discussion générale, aux bruits de tendances séparatistes qui commencent à circuler.

« Il existe en ce moment, dit-il, un certain trouble moral, non seulement dans la population ouvrière, mais aussi dans l'élite de la jeunesse alsacienne. En Alsace, beaucoup de jeunes hommes instruits, cultivés, imprégnés par la force des choses, de l'esprit universel allemand, victimes de la guerre méthodique faite par l'Allemagne au double profit de France, sont peu familiarisés avec le génie de notre langue. »

C'est une situation de fait à laquelle il importe de prendre garde. C'est déjà une grande faute d'avoir mis en face d'ouvriers alsaciens qui ne savent pas le français des fonctionnaires, des employés, des agents français qui ne savent pas l'allemand. Et puis, beaucoup de Français de l'intérieur venus là-bas ont trouvé qu'il y faisait bon vivre, et certains jeunes hommes d'Alsace trouvent que ceux-là tiennent trop de place.

Déclaration de M. Millerand

A l'article premier, MM. Ernest Lafont et Adrien Veber demandèrent la suppression du commissariat général et du conseil supérieur de l'Alsace-Lorraine. Combattu par M. Bonnefay, rapporteur, cette proposition amena à la tribune M. Alexandre Millerand, qui suivit le débat en qualité de commissaire du gouvernement à côté de M. Pams, ministre de l'Intérieur.

Le commissaire général de l'Alsace-Lorraine montra l'impossibilité de modifier la législation locale actuellement en vigueur dans les deux provinces sans l'assentiment des élus de ces départements. Il montra aussi l'impossibilité d'administrer de Paris les services d'Alsace et de Lorraine. Il recommanda que le conseil supérieur devrait être recruté par l'élection des élus de la chose sera possible.

M. Millerand expliqua enfin le mouvement auquel M. Lazare Weiller venait de faire allusion :

« Comment en serait-il autrement ? dit-il. Dans la vie d'un peuple, quarante-quatre ans constituent une longue période. Un régime de compression, de force, de promesses et de flatteries a engendré pendant quarante-quatre ans de l'impossibilité aux consciences des Alsaciens-Lorrains ; pour y résister, il leur a fallu se replier sur eux-mêmes pour se sentir plus que jamais Alsaciens-Lorrains ; il ne faut donc pas s'étonner que, le jour où tombent enfin les chaînes, les populations aient besoin de quelque temps pour rentrer dans les cadres de l'ancienne patrie, qu'elles éprouvent certaines défiances et qu'elles envisagent avec un certain recul en face d'institutions qu'elles ne connaissent pas. Comment leur en vouloir de se conserver à nous ? Passionnément françaises, elles sont aussi passionnément alsaciennes, lorraines. Soyons prudents, attentifs. »

« N'allez pas trop vite ! Ecoutez la parole d'un témoin qui n'a qu'une ambition : servir du mieux qu'il peut les intérêts de l'Alsace, de la Lorraine et de la France. »

M. Millerand fut chaleureusement applaudi.

Après avoir repoussé à mains levées la suppression proposée, la Chambre renvoya à ce matin la suite de la discussion.

Le suffrage des femmes

La commission du suffrage universel a émis, hier, un avis favorable à l'adoption de la proposition de résolution de M. Bracke, dont nous avons donné, hier, le texte, et qui invite le gouvernement à insister auprès du Sénat pour la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi votée par la Chambre relative au suffrage des femmes.

Les cartes de charbon

La distribution des cartes de charbon aura lieu, à Paris, les 18 et 19 octobre, dans les locaux habituels.

CONGO SAYON DU CONGO
BLANCHEUR, TEINT
VICTOR VAISSIER

AU PALAIS-BOURBON

LA DISCUSSION GÉNÉRALE
SUR LE TRAITÉ DE PAIX
EST ENFIN CLOSE

Les derniers orateurs encore inscrits, MM. Augagneur, Franklin-Bouillon et Ybarnégary, ont pris la parole hier.

LES PREMIÈRES EXPLICATIONS
DE VOTE ONT ÉTÉ ENTENDUES

On peut espérer que la ratification du traité sera adoptée ce soir ou cette nuit.

Cette fois, la discussion du traité de paix semble véritablement toucher à sa fin. La liste des orateurs inscrits est, en effet, épuisée, et cinq des quarante-sept députés qui ont demandé à expliquer leur vote ont déjà pris la parole. On peut donc espérer que le vote de ratification sera émis ce soir ou cette nuit.

Avec le langage un peu rude qui lui est habituel, M. Augagneur indiqua dans quel esprit il voterait le traité, auquel il reproche de ne pas apporter le désarmement général, et de laisser subsister la paix armée, ruineuse pour les peuples.

« Rejoindre le traité serait, dit-il, une solution impossible, puisqu'elle aboutirait à la reprise de l'état de guerre. Mais on peut l'approuver de différentes façons : ce ne sera pas de notre part une ratification, mais une sorte de législation de la signature du gouvernement analogue à celle de l'officier de l'état civil, qui légalise un acte sans se rendre responsable de son contenu. »

Avec un véhément extrême, M. Franklin-Bouillon, qui intervenait pour la seconde fois dans la discussion générale, se prononça pour la clôture du débat. Il déclara qu'il n'avait rien à dire sur la motion de M. Vincent Auriol, qui, sans vouloir se séparer de l'Allemagne, désire une autonomie qui les soustrairait à l'emprise prussienne.

On continue cet après-midi. — LEOPOLD BLOND.

La solidarité financière
des Alliés

La commission de la paix s'est réunie, hier matin, sous la présidence de M. René Viviani, pour entendre MM. Loucheur et Klotz sur la motion de M. Vincent Auriol relative à la solidarité financière des Alliés.

Sur les suggestions de M. Louis Dubois, rapporteur, elle s'est mise d'accord avec les représentants du gouvernement sur le principe d'un nouveau texte.

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

LA VIE CHÈRE A L'ÉCOLE

LE LIVRE CLASSIQUE
par rapport à sa valeur
de 1914 a augmenté de 100%

C'est la conséquence d'une décision prise par le Syndicat des éditeurs, qui avait déjà décrété pour la rentrée de 1918 une hausse de 70 0/0.

LE BUDGET DES LIVRES
EN "PREMIÈRE A"

Les quarante volumes d'un jeune homme de seize ans coûtent plus de 350 francs.

La rentrée des classes, qui, jadis, ne rendait maussades que les écoliers, est, à présent, pour les parents eux-mêmes, une source de réflexions amères. Les constatations que l'école, le collège, le lycée n'échappent pas au mal de la vie chère, et que les bienfaits de l'instruction sont des bienfaits fort coûteux. Sans même parler de l'augmentation fort sensible du coût de l'internal ou de l'external, sans aborder la question des plumes, des crayons, des cahiers, qui s'alignent des cotés innombrables, et à considérer seulement les livres classiques, on s'aperçoit que leur prix a tout bonnement varié du simple au double par rapport à leur valeur marchande de 1914.

C'est la conséquence d'une décision prise au début de cette année par le syndicat des éditeurs, qui, ayant décrété pour la rentrée de 1918 une augmentation de 70 0/0 sur les catalogues des ouvrages classiques d'avant-guerre, a porté cette hausse à 100 0/0 pour la rentrée de 1919.

Avec les livres les plus élémentaires, comme les dictionnaires les plus copieux, ont subi cette hausse. L'«*Œuvre* de la France par deux enfants », dont la lecture a charmé tant de générations de jeunes écoliers, et qui valait 1 fr. 30 en 1914, puis 2 fr. 20 en 1918, coûte, à présent, 2 fr. 60. Par conséquent, le cours de géométrie analytique de Nieuwegrug, destiné aux grands élèves de mathématiques spéciales, que l'on achetait, avant la guerre, 33 francs, puis 56 francs en 1918, est catalogué à présent 66 francs.

Il en va de même de tous les livres classiques : dictionnaires, lexiques, grammaires, précis d'histoire, tout ont doublé de prix.

Dans ces conditions, si l'on établit, par exemple, avant la rentrée, le budget des livres nécessaires à l'élève de «*première A* », on arrive à un total assez effrayant.

Il faut, en effet, à ce jeune homme de seize ans, en comptant les dictionnaires latins, grecs, allemands ou anglais, les grammaires et les auteurs classiques pour chacune de ces langues, les ouvrages de mathématiques, les cours d'histoire et de géographie, une quarantaine de volumes, dont les prix s'élèvent variant de 4 à 350 francs, et dont le coût global dépasse 350 francs.

Les éditeurs font valoir, d'ailleurs, d'excellentes raisons pour justifier l'augmentation de 100 0/0 intervenue : hausse du papier, de l'imprimerie, du brochage, et de toute la main-d'œuvre en général.

Il n'est pas moins que les frais d'études deviennent de plus en plus élevés, et que les parents d'élèves se plaignent hautement. Mais peut-être pourrions-nous instruire les jeunes gens avec un peu moins de volumes ? — LEON GIROUX.

LE COMPLET A 110 FRANCS

UNE VISITE AUX USINES QUI FABRIQUENT LE DRAP NATIONAL

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

On compte assurer une confection mensuelle de 25.000 costumes dans cinq nuances différentes

"LA GAZETTE DES ARDENNES"

L'INTERROGATOIRE DE FOND
DE QUATRE DES ACCUSÉS
A EU LIEU HIER

Le sous-lieutenant Roger Hervé prétend, pour sa défense, que son but était d'obtenir des renseignements de l'ennemi.

L'INSTITUTEUR LEBLAYE AFFIRME
N'ÊTRE QU'UN PACIFISTE

Le potier conteste être le premier Français qui collabora à la «*Gazette*».

Le 4^e conseil s'est transporté, hier, dans la salle de la cour d'assises, qui est le cadre habituel des grands procès.

Dès l'ouverture des débats, le colonel Ledru commence l'interrogatoire des accusés.

Le lieutenant Roger Hervé est le premier qui, sur l'ordre du président, se lève. Ses premières explications sont fautes d'un voix mal assurée. Il raconte qu'il fut fait

LE LIEUTENANT HERVÉ
pendant son interrogatoire.

prisonnier le 17 avril 1918, devant Verdun, et interné au fort Prinz Karl, à Ingolstadt.

Pour avoir des nouvelles, dit-il, je m'abonnai à la *Gazette des Ardennes*. Afin de pénétrer les secrets de son fonctionnement, j'avais l'intention, en m'évadant, de porter les renseignements recueillis au gouvernement français.

Le premier article parut en septembre 1917. Il avait pour sujet Gibraltar, et était signé du pseudonyme R. de Rochefort, officier français prisonnier de guerre. Les Hervé perçurent rapidement les services du pseudonyme. Le plus ancien des officiers, le commandant Le Breton, interrogea, Hervé, qui protesta de son innocence. Mais, peu après, le collaborateur de la *Gazette* fut pris en flagrant délit de correspondance avec cette feuille, et forcé de faire des aveux.

L'incident amena le départ du lieutenant Hervé pour un autre camp. Dénoncé à ses nouveaux compagnons, il fut encore transféré au camp de Blakenberg, puis à celui de Torgau.

Le drapeau blanc

Dites-nous, demande le président, comment vous avez été fait prisonnier ?

Nous étions devant Douaumont, cernés dans un boyau. Le lieutenant Palacie, commandant la compagnie, donna l'ordre de se rendre.

C'est faux ! répliqua le président. Ne saisissez pas la mémoire d'un officier mort au front un an plus tard. Très courageusement, le lieutenant Palacie vint à moi : «*Mais, peu après, le collaborateur de la Gazette fut pris en flagrant délit de correspondance avec cette feuille, et forcé de faire des aveux.* »

Pour toute réponse, Hervé baisse la tête, tandis que son défenseur, M. Pingaud, réplique :

«*Il y a au dossier le rapport de son chef de bataillon, qui établit qu'Hervé a fait bravement le coup de feu.* »

Le potier Louis-Gaston Lesaux repousse énergiquement l'accusation d'avoir été le premier collaborateur français de la *Gazette*.

LES CONTES D'EXCELSIOR

JETTATURA

Par JACQUES CÉSANNE

Vous ne croyez pas, dit M. de Pressigny, que certaines personnes soient douées d'une jettatura ? En Italie, on redoute fort ces innombrables sorcières, que l'on appelle des jettature.

M. de Follebray répliqua : — Excusez-moi, cher ami, mais je considère ces choses un peu comme des cailloux. La Rochefoucauld disait du véridique : « Tout le monde en parle, mais personne n'en voit ». Je crois que c'est la jettatura qui peut s'appliquer à vos jettatures. Chez moi, un cas, un seul, mais j'en ai eu, jettatura ?

— Une malicieuse petite Mme Sorbier de Beauvoir, intervint dans le débat.

— J'en aurais peut-être un à vous offrir... Mais bien connu, n'est-ce pas, Léon Chabrier ? C'était un charmant garçon, très doux, possédait aucune espèce de personnalité, il avait fait de moi sa confidente, et rien risqué, dans la vie, sans venir me consulter.

— Un jour, il me déclara : — Mes parents se sont mis en tête d'épouser une jeune veuve, qui est, fort bien.

— Mais c'est parfait ! — Attendez... Elle est deux fois veuve... Ah ? — Vous voyez bien... Vous ne trouvez pas que c'est aussi parfait... Avouez-le, mon cher.

— Et comme j'esquissais un geste vague de dénégation, il m'interrogea : — C'est un peu ridicule, n'est-ce pas ? — Mais non... — Et un peu inquiétant aussi ? — Oh ! Chabrier, mon ami, vous exagérez ! Je ne suppose pas que vos parents aient voulu de vous faire épouser une Mme Barthe, tout de même ?

— Non, évidemment non... Et ce n'est pas cela que je veux dire. D'ailleurs, je me souviens : le premier mari est mort d'une typhoïde... — Et le second ? — Le second, d'une chute de cheval.

— Je constatai : — Une maladie et un accident : ce sont des absolus fortuits.

— Oui, n'est-ce pas ? C'est ce que je veux dire. Mais... et il baissa la voix, bien sûr, sous l'assaut de sa jettatura... — Vous ne croyez pas, jettatura ?

— A la jettatura ? — Oui, au mauvais œil... — J'éclatai de rire : — Merci, Chabrier, j'avais compris... C'est votre question qui m'effrayait, aussi, d'un homme sérieux... Pour cela, non, je n'ai aucun remède, ni à la double vue, ni à la jettatura.

— Il sembla soulagé... Il respira comme s'il débarrassait d'un poids qui lui eût opprimé la poitrine : — Vous savez, c'est que j'ai la plus grande confiance en vous !

— Alors, mon petit Chabrier, un bon jour, épousez cette charmante veuve, si elle vous plaît, ayez beaucoup d'enfants, et soyez heureux !

— Peu de temps après, il revint me trouver : — Voilà, je suis fiancé. Mais je viens d'apprendre quelque chose de bien ennuyeux... de bien ennuyeux... Imaginez-vous que, jeune, elle a échappé à un terrible accident de chemin de fer, où son père et sa mère ont trouvé la mort... — Cela prouve, simplement, qu'elle a eu de la chance.

— Vous trouvez ? — Mais oui... — Bien vrai ? Sans arrière-pensée ? — Mais oui, voyons, vous êtes extraordinaire !

— A part moi, je commençais à me dire qu'il avait eu beaucoup d'accidents dans le mariage de cette jeune personne, et que, s'il n'avait pas la jettatura, ce serait une coïncidence, car se reproduisaient, néanmoins, avec une fréquence assez fâcheuse.

Une fois encore, cependant, mon assurance fut impressionnée par Chabrier. Il m'écouta, mais toujours à se marier.

— Tout d'abord, alla pour le mieux. La jeune Mme Chabrier semblait reporter sur son nouvel époux les trésors de tendresse que ses premiers mariages ne lui avaient pas permis d'épuiser.

— Cependant, peu à peu, le caractère de Chabrier parut à se déformer. Le pauvre garçon devint sombre et préoccupé. Il me confia les détails de son mariage, comme il m'avait confiés les détails de ses premiers mariages, et comme n'ayant eu que trois années d'existence, il commençait à se dire qu'il n'y avait rien de raisonnable pour que le troisième mariage durât plus longtemps que les deux premiers.

Il s'était marié en mai 1909. Au printemps de 1912, Mme Chabrier vint à se plaindre. Il aurait voulu, lui, aller à Fontainebleau, mais il s'inclina devant le désir de sa femme. Le 23 juillet, le temps qui avait été si bon toute la journée, se gâta brusquement. Des heures du soir, un orage d'une violence inconnue éclata dans la région. Chabrier, qui s'était trouvé en auto en arrivant à la gare, se trouva soudain à la merci de la pluie. « Madame s'en était servie pour aller prendre les chiens », avait-il dit à la domestique, et les chiens, à la pitié, partirent bravement à l'eau. Mais Mme Chabrier n'alla pas loin. De vagues trombes d'eau s'abattaient sur la campagne, noyant les sentiers et les prés. Il dut se réfugier sous un arbre. Soudain, un éclair plus violent que les autres fendit la nue, et Chabrier s'abattit, foudroyé.

— Et ce fut un cas de jettatura, mon cher ? — Certes, il ne faut pas accuser insolemment votre épouse, si le feu du ciel est passé de vie à trépas, mais veuillez remarquer qu'à Fontainebleau, où le pauvre Chabrier aurait voulu passer ses vacances, il n'y avait pas, je sache, d'orage ce jour-là. Notez que, si son auto ne lui avait pas été prise, il n'aurait pas eu à se réfugier sous un arbre. Chabrier serait resté sans encombre indemne chez lui.

M. de Follebray faisait des ronds avec la langue de son cigare. Mme Sorbier lui dit : — Écoutez, mon cher ami, Mme veuve Chabrier est encore jeune et jolie. Elle est fort aimable, elle hérite successivement de son père, de sa mère et de ses trois maris. Je ne connais pas de femme plus comme il faut, plus séduisante et plus distinguée. L'épouserez-vous ?

M. de Follebray, sans répondre, fit signe que non.

— Mais elle n'a aucune raison, somme toute, de ne pas faire votre bonheur, puisque la jettatura n'est qu'une calembredaine... Ah ! tenez, vous êtes tous les mêmes, et c'est vous, pauvres femmes, que vous taxez d'illuminisme, dans la vie...

LES GREVES ANGLAISES

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES TRANSPORTS A TENU UNE GRANDE CONFÉRENCE

Le nombre des cheministes grévistes retournant au travail augmente, et la distribution des vivres est satisfaisante.

Londres, 1^{er} octobre. — La grande conférence de la Fédération nationale des transports s'est ouverte dans la matinée au Carlton Hall, sous la présidence de M. Harry Gosling.

La salle était comble. M. Arthur Henderson a parlé d'abord. M. Thomas ensuite. Un délégué, qui a quitté la conférence à 13 heures, a dit : — Je crois qu'un pont sera construit.

A 13 h. 45, la conférence s'est ajournée jusqu'à 17 heures.

En cours de la conférence, une solution a été votée demandant à M. Lloyd George de recevoir une députation de la conférence. M. Lloyd George y a consenti. La députation s'est rendue à Downing Street à 15 heures. On croit qu'elle reviendra à 17 heures rendre compte du résultat de sa démarche.

La conférence était privée.

Le communiqué officiel

Londres, 1^{er} octobre. — Le communiqué officiel annonce que le service des trains continue à fonctionner. Hier, dans plusieurs services des lignes métropolitaines et de la banlieue, on a eu une circulation partielle à six reprises, plus de huit cents trains ont circulé.

Le nombre des grévistes retournant au travail augmente : 170 employés affectés au trafic ont été réintégrés sur une seule ligne de Londres au cours des dernières vingt-quatre heures.

Des dispositions complètes ont été prises en vue de remplacer le personnel des omnibuses de Londres dans le cas où celui-ci cesserait le travail.

La distribution des vivres se poursuit d'une façon satisfaisante ; en vingt-quatre heures, le ministère du Ravitaillement a transporté 2.000 tonnes de marchandises pressenties des gares métropolitaines sans que le gouvernement ait dû recourir à ses autobus. Les livraisons des compagnies de chemins de fer recommencent normalement.

Les mutins de la "France" devant le conseil de guerre

Toulon, 1^{er} octobre. — Deux des inculpés interrogés ce matin, les matelots Molin et Vuillemin, ont déclaré que la nomination des délégués avait été suggérée par le commandant adjoint du cuirassé, lorsque se firent plus pressantes les réclamations de l'équipage.

Et, très habilement, lorsque le président lui reproche d'être sorti de son rôle en donnant des ordres alors qu'il devait assurer la liaison entre les marins et le commandant adjoint, le matelot Vuillemin rappelle que cet officier lui avait dit de rétablir le calme — ce qui était un ordre — et que sa conduite lui toujours conforme à cet ordre.

Quant à Nola, il réussit par son influence à faire « charbonner » ses camarades, ce qui lui valut d'être félicité par les officiers.

Le capitaine de vaisseau Robez-Pagillon, commandant le cuirassé France lorsque se produisirent les événements, dit d'avoir jamais engagé sa parole d'honneur, mais seulement promis de faire appel à l'indulgence de ses chefs. Il convient que les délégués constituèrent un élément de médiation excellent.

On entend ensuite le capitaine de frégate Lefebvre, commandant en second.

Audience demain.

La grève des remorqueurs est réglée à Marseille

Marseille, 1^{er} octobre. — Grâce à une intervention du préfet, des accords définitifs, signés cet après-midi devant l'administrateur de l'inscription maritime, ont été ratifiés par le personnel des remorqueurs, convoqué ce soir en assemblée générale.

L'affaire des vins portugais

Le Havre, 1^{er} octobre. — M. Pachol, commissaire aux délégations judiciaires, vient de saisir la comptabilité de deux négociants en vins, dont l'un occupe une place très en vue dans le département.

Les vins portugais ont été apportés en France par le Donostia, qui, parti de Barcelone le 5 mars, déposa une partie de sa cargaison à Rouen, où elle fut dédouanée, et se déchargèrent le 30 mars au Havre. Le réceptionnaire était Ramon Puyo, un des inculpés.

L'affaire Judet

Le commandant Albert a entendu Mme Bernain de Ravisi et le chauffeur Bonner, qui, en 1916, fut chauffeur des époux Bossard.

Tous deux avaient déjà été entendus, et une contradiction existait à propos d'un voyage en 1916 de Bonnet conduisant, de la gare de Spiez à la villa Zorrieder, Bossard, Mme Bernain de Ravisi et le député Paul-Meurier, qui y restèrent plusieurs jours.

Mis en présence, les deux témoins sont d'accord sur tous les points essentiels.

M. Paul-Meurier, qui avait été convoqué, n'est pas présente au cabinet du commandant.

Les coffres-forts de M. Bossard

Sur commission rogatoire du commandant Albert, juge rapporteur près le 3^e conseil de guerre, M. Faral, commissaire aux délégations judiciaires, s'est rendu, hier, au Crédit Lyonnais, où M. Bossard possédait deux coffres-forts. Tous deux ont été ouverts. Il n'y a été trouvé que de l'argenterie, des bijoux et des papiers. Ces derniers n'offrent aucun intérêt pour l'instruction.

Le tout a été remplacé dans un autre coffre-fort.

APRES LA DISSOLUTION

LE CABINET ITALIEN ÉTUDIE LA QUESTION DE RATIFICATION DES TRAITÉS PAR DÉCRET ROYAL

Suivant certains avis, cette mesure ne serait possible que pour les traités ne comportant pas de variations territoriales.

Rome, 1^{er} octobre. — On sait qu'en présence de la situation politique actuelle il avait été question de procéder à la ratification du traité avec l'Autriche par simple décret royal.

Le *Giornale d'Italia*, revenant sur cette question, fait remarquer qu'une telle procédure serait impossible, l'article 5 de la Constitution italienne stipulant que tout traité comportant des variations de territoires ne peut avoir d'effet qu'après l'assentiment du Parlement.

Plusieurs ministres se sont réunis chez le garde des Sceaux, M. Morla, pour échanger d'après les précédents historiques, la forme juridique de la ratification des traités de paix par décret royal. Cette mesure serait annoncée dans le rapport annexé au décret de dissolution de la Chambre.

Le cabinet italien étudie la question de ratification des traités par décret royal

Rome, 1^{er} octobre. — On mande de Fiume, à la Tribune : — Les troupes françaises de Fiume ont commencé la dissolution de la base navale. Le général Savi a conclu des accords à Abazia avec le général Badoglio au sujet du matériel que la base navale laisse à Fiume. Deux cents Annamites sont partis vers Buzari par le dernier train avant la fermeture de la frontière. On prévoit que la dissolution de la base navale sera complète le 2 octobre.

La ville d'Arras décorée de la Légion d'honneur

Arras, 1^{er} octobre. — Dans une lettre adressée à M. Jonnart, le président du Conseil des ministres lui a annoncé que la ville d'Arras, par un récent décret, non encore paru à l'Officiel, recevrait la croix de la Légion d'honneur.

Cette distinction sera remise à la ville par M. Jonnart au cours d'un voyage qui s'accomplirait dans la deuxième quinzaine d'octobre.

L'affaire Prat-Gilbert

M. Prat doit faire opposition aujourd'hui, devant la chambre des mises en accusation, contre l'ordonnance de M. le juge Gluzel déclarant ne pouvoir instruire sur sa plainte contre M. Gilbert en tentative de corruption.

Pour la suppression des prix normaux

M. Noulens, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, a reçu, hier après-midi, une délégation des commerçants parisiens de l'alimentation, qui venaient lui demander, notamment, de supprimer la publication des prix normaux.

La délégation a ensuite proposé la délivrance d'une carte d'identité par les chambres de commerce aux commerçants professionnels. Cette mesure, si elle était adoptée, permettrait de démasquer les intermédiaires louches et les margoulin.

Après avoir fait observer aux délégués que le prix normal n'est pas une taxation, et avoir pris note de leur proposition, le ministre leur a promis d'examiner leurs revendications attentivement.

La crise du charbon

Quinquante et un maires de la Seine menacent de démissionner

On nous communique l'ordre du jour suivant : — Les membres de l'Union amicale des maires des communes de la Seine, réunis en assemblée générale, au nombre de cinquante et un ;

Considérant que, depuis plusieurs mois, la plupart des communes de la Seine ne reçoivent presque pas de charbon ;

Qu'il en résulte des mécontentements tout à fait justifiés de la part de leurs administrés ;

Que les maires ne cessent de réclamer, mais généralement en vain ;

Que la situation, bien que légèrement améliorée depuis quelques jours, n'en reste pas moins angoissante ;

Protestent très énergiquement contre cette situation dont ils ne sont pas responsables ;

Décident, à l'unanimité, qu'à défaut d'un approvisionnement de leurs communes, et cela pour une durée d'un mois à partir du 1^{er} octobre courant, ils se verront dans l'impossibilité de continuer leur mandat, et remettront leur démission collective ;

Il décident aussi qu'une copie de cette décision sera remise à M. le président du Conseil des ministres, à M. le ministre de la Reconstruction industrielle, à M. le ministre de l'Intérieur, à M. le préfet de la Seine.

NOUVELLES BREVES

— Le général de division Puyvieux a été nommé commandant supérieur des troupes de l'Indochine à Hanoi, en remplacement du général Léboucq.

— Un décret en date de ce jour permet de faire appel aux étudiants en médecine et en pharmacie, pour servir d'assistants aux hôpitaux, pour servir d'assistants et assurer le service de garde dans les grands hôpitaux militaires.

— Le général de division Puyvieux a été nommé commandant supérieur des troupes de l'Indochine à Hanoi, en remplacement du général Léboucq.

— Un décret en date de ce jour permet de faire appel aux étudiants en médecine et en pharmacie, pour servir d'assistants aux hôpitaux, pour servir d'assistants et assurer le service de garde dans les grands hôpitaux militaires.

— Le général de division Puyvieux a été nommé commandant supérieur des troupes de l'Indochine à Hanoi, en remplacement du général Léboucq.

— Un décret en date de ce jour permet de faire appel aux étudiants en médecine et en pharmacie, pour servir d'assistants aux hôpitaux, pour servir d'assistants et assurer le service de garde dans les grands hôpitaux militaires.

AUX ETATS-UNIS

LE VOYAGE DES SOUVERAINS BELGES MODIFIÉ PAR L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. WILSON

On considère comme possible que le président quitte Washington pour se reposer et hâter sa guérison.

WASHINGTON, 1^{er} octobre. — L'état de santé du président Wilson s'est légèrement amélioré, et il est possible qu'il quitte Washington pour aller se reposer et hâter la guérison ; rien de précis cependant n'a été décidé à ce sujet à la Maison Blanche.

On considère comme certain que le président souffrirait simplement d'un épuisement nerveux compliqué par des troubles nerveux de la digestion.

Le voyage du roi et de la reine des Belges va être modifié. Les souverains se rendront dans l'Ouest avant d'être reçus à Washington par le président Wilson.

L'Assemblée nationale allemande reprend ses séances

Berlin, 1^{er} octobre. — On télégraphie de Berlin : — La première séance de l'Assemblée nationale à Berlin s'est ouverte, hier matin, au palais du Reichstag, par un discours du président Ebert, qui a été très applaudi.

Le discours du président a été très applaudi. Le discours du président a été très applaudi.

La crise ministérielle yougo-slave

Belgrade, 1^{er} octobre. — Aujourd'hui, à midi, le prince héritier Alexandre, après avoir entendu le président du Parlement, M. Pavlovitch, a confié à M. Stojan Protitch la mission de former le cabinet.

Graves inondations dans le Sud de l'Espagne

Madrid, 1^{er} octobre. — Les inondations qui se sont produites dans la région de Valence, Carthagène, Murcie ont pris des proportions de catastrophe et les dommages causés sont énormes.

La ville de Carthagène est complètement entourée par les eaux.

A Murcie, 200 maisons ont été détruites. Dans la province de Valence, on compte déjà 42 morts et plusieurs blessés ; les récoltes sont emportées par les flots.

Les trains ne peuvent plus arriver et les eaux montent toujours ; on se demande comment on pourra ravitailler les villages, dont la plupart n'ont aucune réserve de vivres.

La lithographie fusionne avec la Fédération du livre

Au cours de son congrès tenu dans la salle de la Chambre des Métiers de Strasbourg, la Fédération nationale de la lithographie et du papier a décidé, à l'unanimité des congressistes présents, de fusionner avec la Fédération typographique du livre. M. Dumoulin, secrétaire adjoint de la C. G. T., a fait un discours très applaudi, dans lequel il a exposé les raisons de la nécessité de cette fusion, destinée à concentrer en un seul bloc tous les travailleurs d'une même industrie.

L'agitation reprend chez les employés et ouvriers communaux

Le conseil syndical de la section des employés et ouvriers communaux de la Seine, dans sa dernière réunion à la Bourse du Travail, a réclamé l'arbitrage du ministre de l'Intérieur pour faire respecter intégralement la convention établie à la fin de la grève récente.

En cas de certaines violations de l'accord seraient maintenues par les conseils municipaux, le conseil syndical a décidé d'interposer l'exécution du contrat de travail par tous les moyens, y compris la grève.

Un orage sur Paris

Il fut bref, mais d'une violence rare. Vers 17 h. 30, le premier éclair sillonna le ciel, et l'averse, scandée de roulements de tonnerre, se déclancha aussitôt, brutale, transformant les rues en torrents, tandis que les passants s'empressaient de chercher un refuge dans les cafés ou sous les porches cochères.

LA CRISE DU CHANGE

La crise du change est un des problèmes les plus préoccupants de l'heure présente. Pour le résoudre, chacun apporte son moyen : celui-ci demande la création d'une monnaie internationale, celui-là se contente d'un grand emprunt international. L'un voudrait nous ramener aux restrictions du temps de guerre ; l'autre prêche au contraire l'application rigoureuse de la vieille formule : « Laisser faire, laisser passer ».

Mais s'ils discutent sur le remède à trouver, financiers, politiques, économistes sont du moins d'accord pour reconnaître que, parmi les causes du mal, l'une des plus graves est la circulation démesurée de la monnaie de papier, dont la valeur baisse par le seul fait de sa multiplication. Supposez que le coup de la monnaie d'État soit, en un instant, ramené dans les caisses de l'État les 45 milliards de billets qui circulent. Voilà la crise du change, non pas sans doute supprimée, mais singulièrement atténuée, car tout ce qui est rare est cher, et la monnaie de papier, en raison même de sa rareté, augmenterait de valeur.

Et bien ! ce prétendu miracle, rien de plus facile que de le réaliser, si chacun de nous veut bien y mettre du sien. Il y a des milliards de billets strictement inutilisables à nos dépens courants, et portons-les à l'État. En échange, il nous donnera des titres négociables à volonté, des Bons de la Défense, ayant presque la mobilité de billet de banque, et rapportant de 3 à 5 0/0 par an. En vérité, se résigner à une telle opération, c'est méconnaître son propre avantage, et c'est d'autant plus facile à réaliser, que l'État, pour se débarrasser de sa monnaie dévaluée, n'a qu'à la brûler.

La fraction socialiste de l'Assemblée nationale allemande a élu M. Scheidemann comme président.

GRÈVES PARISIENNES

LE CONFLIT DES SPECTACLES

Les réunions des directeurs. — Les meetings de la Fédération du spectacle. — La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier. — La Société des auteurs veut constituer la Confédération générale des travailleurs intellectuels.



L'AFFICHE DE L'OPÉRA-COMIQUE PHOTOGRAPHIÉE HIER SOIR

CHEZ LES DIRECTEURS DE SPECTACLE

Les directeurs de spectacle se sont réunis hier matin au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

RUE GRANGE-AUX-BELLES

Dans l'après-midi d'hier, les grévistes ne furent pas de réunion. Ils n'en furent que plus nombreux à cette heure.

C'est le début de la semaine. M. Maurice Chevalier, des music-halls, dont on avait annoncé la défection, se présente. Il venait d'annoncer son départ pour le spectacle, mais il a changé d'avis. Un meeting de l'Opéra et de l'Opéra-Comique s'est tenu à la rue Grange-aux-Belles.

M. Garpentier, des comédiens, déclare que ses camarades acceptent, les bras ouverts, les artistes décidés à leur apporter leur adhésion. Ils les traitent avec la même camaraderie que les vieux syndiqués.

M. Castello, de la Gaîté-Rochefoucauld, engage, une fois de plus, ses camarades à la lutte à outrance.

Puis, M. André Dubouché propose une quête au profit des grévistes. Elle produit plus de 4.200 francs.

M. Signoret, dans le même ordre d'idées, demande la création d'une caisse de retraites alimentée par chaque syndicat, proportionnellement à son salaire.

M. Legris, secrétaire de la Fédération, examine la situation et rend compte des démarches faites dans l'après-midi, ainsi que des résultats obtenus.

M. Hary, secrétaire du comité intersyndical, expose que les artistes de l'Opéra-Comique, convoqués dans l'après-midi par le ministre de l'Instruction publique, ont été obligés de se retirer sans avoir pu discuter de la situation.

M. Hary, secrétaire du comité intersyndical, expose que les artistes de l'Opéra-Comique, convoqués dans l'après-midi par le ministre de l'Instruction publique, ont été obligés de se retirer sans avoir pu discuter de la situation.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier

La Fédération de la Comédie-Française a été constituée hier, à la suite d'une réunion tenue au Grand Hôtel, sous la présidence de M. Oscar Dufréne, assisté de MM. Léon Volterra, Combes et Dorville. La Fédération du spectacle a fait distribuer, le 29 septembre, une note à ses adhérents pour justifier, par un arrêt de la Cour de cassation, l'exclusion des artistes non syndiqués. Cette note est ainsi conçue : —

Cour de Cassation, 24 octobre 1917.

Est licite le contrat collectif de travail intervenu entre employés et employeurs obligés ces derniers à ne prendre que des syndiqués.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

Il importe d'écarter l'acte intégral du Dailly (1910-1916) :

La convention par laquelle des entrepreneurs s'engagent envers un syndicat professionnel les travailleurs à n'employer que des ouvriers faisant partie de ce syndicat est licite.

M. Dufréne a déclaré qu'une pareille convention est licite, qu'elle n'a pas pour but de nuire à d'autres ouvriers.

La Fédération de la

CE QU'ON CHOISIT

Robe-manteau en kasha blanc quadrille de
piqûres et serge marine. — LANVIN.


Les
chen
avec

Serpolette	M ^{me} Maud Samson.
Germoude	J. Prady.
Manette	Andoque.
Jeanne	Laurière.
Gertrude	Tchernova.
Suzanne	Harres.
Catherine	Bevre.
Marguerite	Kéryé.
Le marquis	M ^{me} Hensatto.
Gasparid	Gaston Dupuis.
Grenicheux	A. Jourin.
Le bailli	José Thery.

Vendredi 3, 20 h. 50, la Dame blanche ;
matinée, 14 h. 15, les Dragons de Villars ;
20 h. 30, les Mousquetaires au couvent ; di-
manche, 14 h. 15, les Cloches de Corneville ;
20 h. 30, la Fraternelle ; lundi 6, 20 h. 30, la


Arléquin (42, rue de Douai), 20 h. 45, revue
Déjazet, 20 h. 30, le Mariage de Mlle Beau-
Cluyt, 20 h. 30, Tourterelle s'amuse.

REOUVERTURE LE 4 OCTOBRE
Chef d'orchestre : M. RHENE-BATON


Exigez 

ADAMS

Pure Chewing Gum



UN SOUVENIR
DE L'ONCLE SAM



VENTE EN GROS : 1, RUE TAITBOUT

POUR VOUS MEUBLER
LUXUEUSEMENT A BON MARCHÉ
Visitez les Galeries d'Exposition du Garde-Meuble PEROLAT
44, RUE DE DOUAI, 44

Mise en vente, à moitié et au tiers de leur valeur, de nombreux mobiliers riches. Très belles Salles à manger, Chambres à coucher, Salons, Aubusson, Cabinets, travail, Bronzes, Bagues.

Grandes Magasins Dufayel — PARIS

LE **PALAIS** DE LA
NOUVEAUTÉ

Expose dans ses Galeries du 1^{er} Étage
un choix extraordinaire de

TRÈS BELLES
ÉQUIPPURES

de toutes provenances
achetées aux meilleures sources
vendues à des conditions
exceptionnellement avantageuses

VENDREDI 3 OCTOBRE
Exposition des

TISSUS D'HIVER

Conditions spéciales de ventes payables par TRAITEMENT
MENSUELLES et ouverture de compte courant

EXPRESS-BAGAGE
GULLON and WOOLLEY
4, rue Ribouste (square Montholon), Métro : Calvaire
Prise et remise de bagages à domicile : Téléphone : 11-11
English spoken

EXCELSIOR
RÉDACTION et ADMINISTRATION : 20, rue d'Angoulême, Paris
Téléph. Cte. : 02-75 - 02-75 - 15-00
Publicité, 11, bd Italoos. Tél. Gut. 12-45, Cent. 60-85

TARIF DES ABONNEMENTS
France : 3 mois 44 fr. - 6 mois 78 fr. - 1 an 120 fr.
Etranger : 3 mois 54 fr. - 6 mois 88 fr. - 1 an 130 fr.

Le gérant : VICTOR LAUVERGAT.
Paris. VERDIER, imprimeur, 18, rue d'Enghien.

 **POGNON**
LA BOUGIE IDÉALE
H. TRENTÉLIVRES & C^{ie} FABRICANTS
35, RUE BRUNEL - PARIS